Après la conjuration : le Directoire, la presse, et l'affaire des Égaux

After the Conspiracy: the Directory, the Press, and the Affair of the Equals

Laura Mason

Traducteur : Aude Chamouard et Thibaut Tretout

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/10894>

DOI : 10.4000/ahrf.10894

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 77-103

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Laura Mason, « Après la conjuration : le Directoire, la presse, et l'affaire des Égaux », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 354 | octobre-décembre 2008, mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/10894> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.10894>

APRÈS LA CONJURATION : LE DIRECTOIRE, LA PRESSE, ET L'AFFAIRE DES ÉGAUX*

Laura MASON

L'arrestation de Gracchus Babeuf et des Égaux en floréal an IV intégra Babeuf à la culture politique du Directoire, le faisant passer du statut d'activiste populaire à celui d'icône de la presse. Dans l'année qui suivit, le Directoire et une presse périodique dynamique firent connaître le nom de Babeuf bien au-delà de tout ce qu'il avait pu accomplir. Les journaux démocrates en particulier, cessèrent de représenter Babeuf comme un provocateur ou un critique dans l'erreur pour finalement le célébrer comme une conscience républicaine et un martyr. Alors que l'affaire forgeait la réputation de Babeuf, elle affaiblissait par là-même le Directoire en polarisant la droite et la gauche, revivifiant ainsi des haines politiques que le nouveau régime était censé apaiser.

Mots-clés : Babeuf, Directoire, presse, 18 Fructidor.

Le 21 floréal an IV (10 mai 1796), le gouvernement républicain du Directoire déclarait avoir découvert un « horrible complot » : une bande de séditeux prévoyait de s'en prendre aux autorités, de piller la capitale et de restaurer le règne de la Terreur. « Mais que les bons citoyens se rassurent » ajoutaient les Directeurs, « le Gouvernement veille, il connaît

* Ce texte a été achevé grâce à une bourse du Willson Center for the Humanities, University of Georgia, et pendant que j'étais en résidence à Columbia University Institute for Scholars à Reid Hall. Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à Danielle Haase-Dubosc, Mihaela Bacou, et Naby Avcioglu pour tout ce qu'elles ont fait pour rendre mon année à Reid Hall si fructueuse. Traduit de l'anglais par Aude Chamouard et Thibaut Tretout.

les Chefs du complot et leurs moyens ». Au petit matin, dans deux appartements de Paris, la police avait arrêté onze individus et saisi des centaines de documents compromettants¹. Cet « horrible complot » n'était autre que la Conspiration des Égaux de Gracchus Babeuf². Marx et ses héritiers spirituels pensaient avoir trouvé chez Babeuf, dans le passage de la spéculation utopique à l'organisation pratique de la véritable égalité sociale, la première occurrence du communisme moderne. Sans doute les « conditions objectives » avaient-elles prévenu le succès du complot mais Babeuf était pour eux le fondateur d'une tradition qui devait réapparaître au dix-neuvième siècle pour fleurir au vingtième³.

Interrogeant la nature de la pensée de Babeuf ou bien sa tentative pour revivifier le militantisme populaire et le faire servir à des fins nouvelles, les historiens s'accordèrent à considérer que les arrestations de floréal constituaient sur la scène historique l'ultime phase de ce moment capital que fut la Conspiration des Égaux. Selon eux Babeuf aurait, dès cette époque, livré l'essentiel de sa critique de la propriété privée. Quant aux arrestations, elles n'auraient fait que déjouer une conspiration qui en réalité échoua, la répression et les pénuries de l'an III ayant auparavant mis un terme au militantisme populaire. Enfin, les Égaux après leur arrestation repoussèrent catégoriquement l'accusation d'être des conspirateurs, se décrivant eux-mêmes au cours de leur procès comme une espèce d'utopistes voués à la seule spéculation.

Cependant, si les arrestations de floréal terminent l'épisode qui fit sur Marx une telle impression, elles provoquent un changement de statut de Babeuf, qui d'activiste populaire devient une icône de presse, et finit par devenir partie intégrante de la culture politique du Directoire. Ce changement de statut fut rendu possible par le transfert du champ de l'activisme extra-législatif des clubs, des sociétés populaires et des foules vers les journaux qui en prirent l'initiative, transfert qui débute après

(1) *Le Directoire exécutif aux citoyens de Paris*, Imprimerie du Directoire exécutif, an IV.

(2) Filippo BUONARROTI, *La conspiration pour l'Égalité, dit de Babeuf*, Paris, Éditions sociales, 1957.

(3) Les principales remarques de Marx et d'Engels sur ce sujet se trouvent dans *La Sainte Famille* et dans *le Manifeste du Parti Communiste*. Dans l'historiographie se retrouvent : Jean JAURÈS, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Paris, Librairie de L'Humanité, 1922 ; Maurice DOMMANGET, *Babeuf et la conjuration des Égaux*, Paris, Librairie de L'Humanité, 1922 ; Daniel GUÉRIN, *La lutte de classes sous la première république : bourgeois et bras-nus (1793-1797)*, Paris, Gallimard, 1946 ; Claude MAZAURIC, *Babeuf et la conspiration pour l'Égalité*, Paris, Éditions sociales, 1962 ; Albert SOBOUL, « Avant-propos », *Babeuf et les problèmes de babouvisme : colloque international de Stockholm*, Paris, Éditions sociales, 1963 ; Jean-Marc SCHIAPPA, *Gracchus Babeuf avec les Égaux*, Paris, Éditions ouvrières, 1991.

Thermidor mais qui s'accroît avec l'instauration du Directoire⁴. Dès les premiers pas du régime, un ensemble hétérogène d'élites politiques et culturelles engagèrent entre elles un débat très vif, mettant à l'épreuve, dans les colonnes de leurs journaux, les directeurs, les législateurs et les administrateurs locaux. Sans une telle presse, l'affaire des Égaux n'aurait jamais existé. En évaluant la crédibilité des charges retenues contre les Égaux et en débattant des conséquences de l'affaire sur la vie politique nationale, les éditeurs et les rédacteurs de journaux nourrirent des opinions politiques que leurs lecteurs devaient traduire en actes dans le corps législatif comme au village.

La réputation de Babeuf fut donc façonnée par le Directoire et par la presse, en dotant son nom d'une notoriété publique et en attribuant à son projet une importance que, sans cette publicité, il n'aurait sans doute jamais eue. Les journalistes de droite, à l'exemple du Directoire, s'employèrent à diaboliser Babeuf : en réponse, les démocrates cessèrent de le réduire au rang de provocateur ou de critique lucide mais égaré, tout en l'adoptant comme l'un des leurs. Ce processus, qui commence tout de suite après floréal, n'eût cependant pas été achevé sans l'exécution, un an après son arrestation, de Babeuf, qui dès lors fit définitivement figure de conscience démocrate et de martyr. J.-R. Suratteau se posait la question, il y a quarante ans, de savoir comment « la contre-propagande du Directoire [...] [était] venue en renfort de la propagande babouviste » : la réponse est à trouver dans le trouble généré par les journaux de l'ensemble du spectre politique, la médiatisation de l'événement achevant d'en faire une « affaire »⁵.

En forgeant la réputation de Babeuf, cette affaire affaiblit en revanche le premier Directoire. Bien que l'instauration du régime à l'automne 1795, accompagnée par un essor de la libre parole inconnu depuis les jours fastes de 1789-1791, eût contribué au renouveau de la société civile, celle-ci fut affectée profondément par la dénonciation de la Conspiration des Égaux. Contrairement à ce qu'espéraient les Directeurs, le gouvernement cessa dès lors d'apparaître comme étant un arbitre neutre et le gardien de la paix civile. À l'inverse même, l'affaire convainquit la gauche démocrate que le Directoire s'apprêtait à renouer avec la réaction, tout en suscitant chez les réactionnaires et les monarchistes la

(4) Raymonde MONNIER, « Le tournant de Brumaire : dépopulariser la révolution parisienne », Michel VOVELLE (dir.), *Le tournant de l'an III : Réaction et Terreur blanche dans la France révolutionnaire*, Paris, CTHS, 1997, 1^{re} partie.

(5) Jean René SURATTEAU, « Les Babouvistes, le péril rouge et le Directoire (1796-1798) », *Babeuf et les problèmes de Babouvisme*, op. cit., p. 151-152.

crainte que le gouvernement ne sût pas contenir la menace qu'il avait identifiée. De sorte que l'affaire raviva le caractère manichéen des oppositions politiques que le Directoire était censé surmonter.

La presse renaissante face à Babeuf

Le régime qui restaura brièvement le libéralisme en France était un curieux mélange de nouveau et d'ancien. D'un côté, la Convention nationale remplaça la constitution démocratique de 1793 par celle de 1795 qui abrogea le suffrage universel ainsi que le droit à l'éducation, au travail et à l'insurrection. De l'autre côté, les nouvelles institutions du Directoire accueillaient, grâce au décret des deux tiers, une foule d'anciens révolutionnaires. À court comme à long terme, c'est la persistance de l'ancien qui allait poser problème. Si le décret des deux tiers assurait la continuité politique, il empêchait en revanche les révolutionnaires de rompre avec le passé. Les insurgés de Vendémiaire le montrèrent clairement, en s'attaquant aux députés qui avaient participé à la Terreur. Mais les démocrates ralliés à la défense de la Convention ne se trouvaient pas pour autant dans une situation confortable, la réaction thermidorienne ayant été orchestrée par les législateurs de la Terreur. Ainsi, lorsque la crise éclata après l'arrestation des Égaux, les citoyens – indépendamment de leur appartenance politique – avaient de bonnes raisons de mettre en doute les mobiles du gouvernement.

Des historiens ont déjà remarqué « l'effervescence démocratique » de l'an IV⁶. L'instauration du Directoire fut à l'origine d'un « été indien » de libéralisation, notamment de la vie politique parisienne qui retrouvait le dynamisme des années 1789-1791. Jacobins amnistiés, sans-culottes, démocrates fuyant les persécutions subies en province, arrivèrent en masse dans la capitale et se réunirent dans des cafés connus pour les opinions qui y étaient proclamées. Les royalistes et les « honnêtes gens » réactionnaires s'exprimaient aussi librement, se réunissant dans les salons de particuliers ou bien aux théâtres Vaudeville et Feydeau. Dans toute la capitale, les activistes de toute sorte s'appuyaient sur le rétablissement par la constitution de la libre association pour fonder des clubs⁷.

(6) Pierre SERNA, *Antonelle : aristocrate révolutionnaire, 1747-1817*, Paris, Félin, 1997, p. 300 ; Bernard GAINOT, « Babeuf à travers la presse démocratique et républicaine de l'an IV », *Babeuf et les babouvistes en leur temps*, Saint-Quentin, Les amis de Gracchus Babeuf, 2000, p. 101.

(7) Charles PICQUENARD, « La société du Panthéon et le parti patriote à Paris de brumaire à ventôse an IV », *Révolution française*, 33, 1897, p. 321-324 ; Albert MATHIEZ, *Le Directoire*, Paris, Armand Colin, 1934, p. 141 ; Laura MASON, *Singing the French Revolution : Popular Culture and Politics, 1787-1799*, Ithaca NY, Cornell, 1996, p. 149.

Cette nouvelle vitalité, visible surtout dans la presse et l'engagement des journalistes, fut la caractéristique la plus flagrante de la vie politique directoriale jusqu'au coup de Fructidor an V. Une fois libérée des dernières entraves de la Convention et soutenue par les subsides du Directoire, la presse connut un remarquable essor⁸. L'ensemble des quotidiens de toutes nuances se disputaient le lectorat, avec chacun leur point de vue sur les événements et l'avenir de la République. Les quotidiens de droite, en expansion après leur réapparition à la suite de Thermidor, firent montre d'une remarquable diversité d'opinions, des royalistes constitutionnels prônant la paix avec le Directoire jusqu'aux royalistes revanchards. Ces feuilles n'étaient d'ailleurs pas que parisiennes : de Rouen à Marseille et de Toulouse à Grenoble, les quotidiens locaux faisaient écho à la presse de Paris tout en exprimant les préoccupations de la province⁹.

La diversité de ces opposants se retrouve chez les amis de la République. Grâce aux sorties de prison et aux réhabilitations, grâce aussi à l'amnistie du 3 brumaire an IV, le républicanisme renoue avec une hétérogénéité que la Terreur avait mise entre parenthèses. Jacobins, Hébertistes, Girondins, parfois même des réactionnaires, accueillent avec espoir le Directoire dans les pages de leurs journaux respectifs et engagent entre eux comme avec le régime un dialogue sur les meilleures façons de renforcer la république¹⁰. Nathalie Lambrichs émet l'hypothèse que ces journaux échouèrent à créer un front républicain. Pourtant, leur très grande indépendance et la fluidité de leurs alliances permirent l'émergence prometteuse d'une vie politique diversifiée¹¹. Par exemple, les démocrates de gauche comme René Lebois, de *L'ami du peuple*, et René Vatar, du *Journal des hommes libres*, conclurent des accords avec des républicains plus modérés tels que P.-F. Réal et Méhée de la Touche, du *Journal des patriotes de 89*, et avec l'ancien girondin J.-B. Louvet qui

(8) Nathalie LAMBRICHS, *La liberté de la presse en l'an IV : les journaux républicains*, Paris, PUF, 1976, p. 16-17 ; Hugh GOUGH, *The Newspaper Press in the French Revolution*, London, Routledge, 1988, p. 118-129.

(9) Georges CLAUSE, « Un journal républicain de l'époque directoriale à Châlons-sur-Marne, *Le Journal du Département de la Marne 1796-1800* », *Mémoires de la société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne*, XC, 1975, p. 275-313 ; Jeremy POPKIN, *The Right-wing Press in France, 1792-1800*, Chapel Hill, UNC Press, 1980, p. 4, p. 8-10 ; Éric WAUTERS, *Une presse de province pendant la Révolution française : journaux et journalistes normands (1785-1800)*, Paris, CTHS, 1993, p. 202-206 ; Stephen CLAY, « La Guerre des Plumes : La presse provinciale et la politique de faction sous le premier Directoire à Marseille, 1796-1797 », *AHRF*, 1997, p. 221-247 ; Hugh GOUGH, *Newspaper Press...*, *op. cit.*, p. 132.

(10) Éric WAUTERS, *op. cit.*, p. 206-211.

(11) Nathalie LAMBRICHS, *op. cit.*, p. 64-66.

éditait *La Sentinelle*¹². Dans le même temps, le réactionnaire Isidore Langlois se servait du *Messenger du soir* pour reproduire des articles de Réal, sur sa gauche, et de Jean-Pierre Gallais, sur sa droite, dans l'espoir d'établir un dialogue entre eux¹³. Gallais enfin, dans le *Censeur des journaux*, injuriait à son tour les jacobins. Tel est le contexte dans lequel Gracchus Babeuf, après huit mois de prison, réédita *Le Tribun du peuple*.

Déjà lorsqu'il était feudiste dans la Picardie d'Ancien Régime, l'autodidacte Babeuf s'intéressait à l'amélioration de la condition des pauvres. Il fut rapidement radicalisé par la Révolution et se lança dans l'activisme, la rédaction de pamphlets et le journalisme. Il fonda, après Thermidor, *Le Tribun du peuple*, dans les colonnes duquel il appelait à défendre la démocratie et le maximum mais, déçu par l'inaction de la Convention, il finit par y appeler à une insurrection populaire. Emprisonné pour cette raison peu de temps après, Babeuf ne sera pas libéré avant l'instauration du Directoire. Assistant alors à l'abolition par la Convention de la constitution de 1793, dont il espérait si fort l'institution de l'égalité sociale et politique, affrontant le deuil de sa fille, morte de faim après que la suppression du maximum avait mis hors de portée de la classe laborieuse parisienne les denrées de première nécessité, il reprit la plume avec le sentiment pressant d'une urgence nouvelle.

Aux républicains qui saluent le nouveau gouvernement, il répond avec amertume, dans *Le Tribun*, en évoquant la privation du droit de vote et les conditions de vie dramatiques de la classe ouvrière :

« Quels sont ces optimistes, prétendus patriotes qui crient à tue-tête : Tout va au mieux dans le meilleur des mondes ? Qu'appelle-t-on aller bien ? Applaudisseurs irréfléchis, inconséquents ! La livre de pain ne se vend-elle pas toujours seize francs ? La livre de viande vingt francs ? [...] Où sont les apparences que les institutions qui consacrent le plus affreux brigandage, l'étranglement le plus horrible de la majorité plébéienne, pourront être bientôt changées ? »¹⁴

Les révolutionnaires de 1789, poursuit-il, ont renversé un système qui permettait à une minorité de priver les masses de leurs droits fondamentaux et des nécessités vitales. En reconnaissant que la société et la Révolution avaient une seule et même finalité, le bonheur commun, la

(12) Bernard GAINOT, « Babeuf à travers la presse démocratique », art. cit., p. 103.

(13) *Messenger du soir* (16, 18 brumaire, 12 frimaire an IV).

(14) *Le Tribun du peuple*, 34, p. 6.

France avait pu faire un pas vers ce but. Plus maintenant : « Dans toutes les déclarations des droits, excepté dans celle de 1795, on a débuté par consacrer cette plus importante maxime de justice éternelle : le but de la société est le bonheur commun »¹⁵. Ce silence ne peut surprendre personne, puisque la constitution de 1795 a été selon lui imposée par un nouveau patriciat pour priver le peuple de ses droits. La constitution de 1793, à ce titre, était l'unique et légitime charte de la France¹⁶.

Les autres rédacteurs démocrates, y compris ceux qui avaient annoncé avec enthousiasme le retour de Babeuf à la publication, l'accueillirent froidement. Désireux de voir s'établir un régime garantissant la paix et la prospérité, ils serrèrent les rangs face à un Babeuf qui le condamnait et appelait au recommencement de la Révolution¹⁷. Le *Journal des patriotes* de 89, modéré, s'exclamait ainsi : « Si j'étais royaliste, je ferais en sorte que les Chouans vinssent dire à la tribune : les terroristes relèvent la tête [...] les voilà qui provoquent l'anéantissement de la Constitution que vous avez décrétée ». *L'Orateur plébéen*, subventionné par le gouvernement, s'écriait quant à lui : « C'est lui, Babeuf, que nous accusons de compromettre le sort de la République ». Le *Journal des hommes libres* lui-même se désolidarisa de lui : « Nous ne craignons pas de déclarer que notre opinion [est] celle de tous les vrais amis de la république, et que tous désavouent les pages imprudentes qui peuvent rallumer aujourd'hui le flambeau de la discorde, servir le royalisme, et perdre la patrie »¹⁸. Babeuf répondit dans le numéro suivant du *Tribun* pour combattre des adversaires qu'il qualifia de plumitifs à la solde du gouvernement ou de lâches. Lui seul comprenait la souffrance du peuple et la dénonçait ; lui seul combattait pour la démocratie et pour la République¹⁹.

Le Directoire s'intéressait moins à l'isolement de Babeuf par rapport aux autres journalistes qu'à son influence éventuelle sur le peuple parisien²⁰. Il agit en conséquence : la police saisit des tirages du *Tribun* tandis que les autorités déléguaient un agent pour arrêter Babeuf. Mais l'agent échoua et Babeuf put s'enfuir grâce à l'aide de passeurs qui

(15) *Le Tribun du peuple*, 34, p. 14.

(16) *Le Tribun du peuple*, 34, p. 44-45.

(17) Nathalie LAMBRICHS, *op. cit.*, p. 60-77 ; Max FAJN, *Le Journal des hommes libres de tous les pays, 1792-1800*, Paris & the Hague, Mouton, 1975, p. 59-61.

(18) Charles PICQUENARD, *op. cit.*, p. 332 ; Nathalie LAMBRICHS, *op. cit.*, p. 75 ; *Journal des hommes libres* (17 brumaire an IV) ; Bernard GAINOT, *op. cit.*, p. 104, p. 108.

(19) *Le Tribun du peuple*, 35.

(20) AN, F7 3448, Bureau d'esprit public au ministre de l'Intérieur (22 brumaire an IV).

l'auraient protégé après avoir entendu son nom²¹. Depuis la clandestinité, sa voix continua à résonner aussi fort que durant ces quelques semaines de totale liberté.

Babeuf proscrivait la propriété privée mais les pamphlets qui exposent ses principes, ainsi que *Le Tribun du peuple* dans sa globalité, sont surtout consacrés à condamner la vie politique post-thermidorienne, pour susciter une insurrection populaire²². Le Directoire est illégitime, clame-t-il, parce que la constitution de 1795 est illégale. Universellement désirée et légalement adoptée, la constitution de 1793 galvanisait la nation dans sa lutte contre la tyrannie, alors que celle de 1795 fut imposée à un peuple épuisé, pour renforcer le despotisme directorial. Elle prive le peuple de ses droits, au profit de « la classe la plus opulente, la plus cruelle et la plus vicieuse de la nation »²³.

La voix de Babeuf gagna de nombreuses sphères. *Le Tribun du peuple*, expédié à près de cinq cents abonnés, toucha vraisemblablement quatre fois plus de lecteurs occasionnels²⁴. Des sympathisants lurent ainsi l'un de ses numéros les plus radicaux – celui qui reprochait aux massacres de Septembre de n'être pas allés assez loin – devant plus d'un millier de membres de la démocratique Société du Panthéon. Après que le Directoire eut ordonné la fermeture de la Société du Panthéon, les activistes firent passer le message de Babeuf dans les rues et les ateliers par des envois anonymes et au moyen de pamphlets.

Le Directoire et la police de Paris considéraient le phénomène avec une inquiétude croissante. Un agent se plaignit que « dans les cafés, cabarets et groupes, on fait entendre au peuple que, si la constitution de 93 était en activité, on aurait du pain et de la viande comme il y a deux ans »²⁵. Les directeurs comme la police craignaient que les remarques incendiaires de Babeuf ne suscitassent l'insurrection de la population, traumatisée déjà par la famine et désormais accablée par le chômage et l'inflation rampante. Inquiétante elle aussi, la légion de police créée pour maintenir l'ordre dans la capitale, et à laquelle certains pamphlets des

(21) *Tribun du peuple*, 36, p. 124-126.

(22) Jean-René SURATTEAU, *op. cit.*, p. 149-151 ; R.B. ROSE, *Gracchus Babeuf, the First Revolutionary Communist*, Stanford CA, Stanford University Press, 1978, p. 214, p. 242-243.

(23) *Opinion sur nos deux constitutions...*, Paris, an IV ; *Lettre de Franc Libre [...] à son ami La Terreur...*, Paris, sd.

(24) R.B. ROSE, *op. cit.*, p. 219-20.

(25) Alphonse AULARD, *Paris pendant la réaction thermidorienne et sous le Directoire*, Paris, L. Cerf, 1898-1902, vol. III, rapport du 23 germinal an IV ; voir également 14 ventôse, 3 germinal, 11 floréal an IV.

Égaux s'adressaient directement, exprimait le mécontentement qui tournerait bientôt à la mutinerie²⁶.

Selon toute apparence, il s'agissait là d'une lutte entre le Directoire, un groupuscule de militants d'extraction populaire, et le peuple de Paris. La plupart des journalistes restèrent indifférents au sort de Babeuf ou se révélèrent franchement hostiles à toutes ses prises de position. Les démocrates de gauche, René Lebois et René Vatar avaient critiqué la police pour avoir arrêté la femme de Babeuf après l'évasion de celui-ci, ce qui n'empêcha pas le *Journal des hommes libres* de publier la réfutation par P.-A. Antonelle de la conviction de Babeuf, selon lui naïve, qu'il était possible d'abolir la propriété privée²⁷. Le *Journal des patriotes* de 89, plus modéré, confondait Babeuf et le réactionnaire Richer-Serisy pour les insulter tous les deux²⁸. Le *Messenger du soir*, réactionnaire, trouvait les idées de Babeuf à ce point si ridicules qu'il ne craignit pas de les résumer avec une surprenante exactitude, ce qu'il justifiait de la façon suivante : « Il n'est guère d'écrivains séditieux dont il ne suffise d'exposer la doctrine pour en montrer le crime et le danger »²⁹. Les rédacteurs de ces deux derniers journaux craignaient que Babeuf et ses amis ne fussent en train d'organiser une nouvelle insurrection de Prairial³⁰.

À la fin du mois de mai, la police débusqua Babeuf, après qu'il eut été dénoncé comme un membre de l'« horrible complot » et arrêté dans un appartement proche du centre de Paris. On y trouva des centaines de documents, parmi lesquels les copies des pamphlets clandestins qui circulaient dans la capitale, des décrets d'insurrection, et des instructions aux confédérés pour inciter le peuple à la rébellion. Au même moment, dans le faubourg Poissonnière, un autre détachement arrêtait une seconde clique qui avait été dénoncée, avec dans ses rangs le député Jean-Baptiste Drouet³¹.

J.-B. Dossonville, chargé de superviser l'arrestation de Babeuf, comptait bien ne pas reproduire les erreurs de ses prédécesseurs. Il plaça des officiers aux extrémités de la rue dans laquelle Babeuf était retiré, tout

(26) Philippe RIVALE, *La Conjuraton : Essai sur la conjuration pour l'égalité dite de Babeuf*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 155-163, p. 185-204 ; M. J. SYDENHAM, *The First French Republic, 1792-1804*, Berkeley & Los Angeles, University of California Press, 1974, p. 92-100.

(27) *Journal des hommes libres* (2 germinal an IV).

(28) *Journal des patriotes* de 89 (19, 20 brumaire ; 11, 14, 20 ventôse an IV).

(29) *Messenger du soir* (17 frimaire an IV).

(30) *Journal des patriotes* de 89 (14 ventôse an IV) ; *Messenger du soir* (17 ventôse an IV).

(31) R.B. ROSE, *op. cit.*, p. 268-72 ; *Messages du Directoire Exécutif [...] relativement au représentant du peuple Drouet*, Paris, Imprimerie Nationale, an IV.

en laissant croire que la police était à la recherche de simples voleurs. De sorte que lorsque Babeuf fut entraîné vers une calèche toute prête, il vit une foule hostile, fort différente des travailleurs solidaires qui avaient protégé sa fuite la fois précédente. Le trouble qui surgit à cette occasion devait survivre aux mensonges de Dossonville. Dans les semaines suivantes, le Directoire fit publier les plans de Babeuf pour renverser le gouvernement et envoya des agents prendre dans les rues la température de l'opinion populaire. « Lit-on le projet du massacre, et ces mots : "Il faut prévenir toute réflexion de la part du peuple, il faut qu'il fasse des actes qui l'empêchent de rétrograder", la colère s'empare des lecteurs ; ils voient que les scélérats voulaient les faire les instruments de crimes épouvantables ». Et, quelques jours plus tard : « L'opinion générale manifeste la plus vive indignation contre les auteurs du complot et attend tout de la fermeté du gouvernement »³². Sur les places comme dans les cafés, la pénurie de travail et de nourriture redevinrent très vite les principaux sujets de conversation.

C'est par ces arrestations que s'achèvent habituellement les analyses traditionnelles de la Conspiration des Égaux³³. Les historiens estiment que la conspiration a échoué parce qu'elle n'était pas en adéquation avec les « conditions objectives » ou bien parce que les Égaux n'avaient pas su organiser les masses. Et il est indéniable que son échec à rallier le peuple de Paris tient à ce que ni Babeuf ni ses alliés ne comprirent combien la scène politique avait changé. Dépourvus d'alliés dans la législature, démoralisés eux-mêmes par la pénurie et la répression, les militants populaires ne devaient pas jouer de rôle décisif dans la vie politique française avant deux générations³⁴. Mais la défaite du militantisme populaire ne signifie pas la mort de l'activisme extra-législatif. Celui-ci, simplement, avait évolué. Les élites culturelles et politiques avaient repris le flambeau, traitant du gouvernement au travers des journaux et de leurs réseaux politiques privés. C'est pour cette raison que la Conspiration des Égaux ne prend pas fin le 21 floréal an IV avec l'arrestation de Babeuf, de Drouet et de neuf autres personnes. Tout au contraire, c'est à compter de ce jour que débute l'histoire proprement révolutionnaire de la conspiration, complètement intégrée dès ce moment à la nouvelle vie politique française.

(32) Alphonse AULARD, *op. cit.*, vol. III, rapports des 27 et 30 floréal an IV.

(33) Mis à part quelques exceptions importantes, dont Jean René SURATTEAU, *op. cit.* ; Isser WOLOCH, *Jacobin Legacy : The Democratic Movement under the Directory*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1970 ; Pierre SERNA, *op. cit.*, p. 297-342.

(34) Kåre TØNNESSON, *La défaite des sans-culottes, mouvement populaire et réaction bourgeoise en l'an III*, universitaires d'Oslo, 1959.

Les arrestations de floréal et l'échec de la libéralisation de la presse

Les Directeurs avaient de bonnes raisons de croire qu'ils s'attiraient de nouveaux amis en donnant pour preuve de leur aptitude à maintenir la paix intérieure et l'ordre civil la découverte de l'« horrible complot ». Les rédacteurs de journaux n'avaient-ils pas aspiré à une action de ce type en dénonçant les militants qui préparaient un nouveau Prairial ? Néanmoins, le gouvernement devait échouer de façon spectaculaire dans sa tentative de ramener vers le centre la droite et la gauche. En exagérant la menace qu'affrontait la nation et en accusant de trahison toute discussion critique de l'affaire, le Directoire polarisa le débat. Cela eut pour effet d'affaiblir l'hétérodoxie des gauches républicaines et d'ôter à la droite son fragile espoir de voir vaincu le jacobinisme radical.

Les démocrates s'interrogèrent sur son cas dès qu'ils en entendirent parler, bien qu'ils traitassent Babeuf comme étant digne de pitié ou définitivement coupable. Les journalistes les plus à gauche – Lebois, Vatar et Antonelle – pressèrent le Directoire de se rappeler à qui il avait affaire³⁵. Le *Journal des hommes libres* insista longuement sur le fait que Babeuf était « une âme profondément aigrie par le spectacle d'une grande et longue misère, d'un abaissement réel du peuple, de l'affaiblissement de l'esprit national ». Les lecteurs comprirent en même temps que la « conspiration » de Babeuf était inoffensive, puisqu'elle requérait un nombre d'hommes et d'armes impossible à réunir. Le Directoire et sa police étaient invités à se montrer circonspects, plutôt que de donner, par un tel déploiement de forces, « mille fois trop d'importance aux rêveries d'un de ces vœux brûlés [sic] »³⁶.

Cette manière de ridiculiser le Directoire en ridiculisant Babeuf apparaît de la façon la plus nette dans le commentaire détaillé que publia P.-A. Antonelle dans le *Journal des hommes libres*. Prenant ses distances avec une conspiration à laquelle il avait brièvement participé, excédé du fait que les papiers de Babeuf et les aveux suivant son arrestation compromissent des centaines de militants, la défense d'Antonelle dans les colonnes du journal inversa de main de maître les termes de l'affaire³⁷. Le plan attribué à Babeuf, assénait-il sans fin, était tout simplement absurde, l'homme qui en était à l'origine manquant de tous les moyens nécessaires

(35) *Journal des hommes libres* (23 floréal an IV).

(36) *Ibid.* (23, 25, 26 floréal IV) ; *L'ami du peuple* (28 floréal an IV).

(37) Pierre SERNA, *op cit.*, p. 310-319.

pour le mener à bien. « L'acte d'insurrection est le rêve d'un malade [...] Plus je réfléchis sur ce trop frivole sujet d'une si vive alarme, plus je demeure convaincu que ce grand complot se réduisait aux petites tracasseries de quelques esprits chagrins, aux passe-temps de quelques désœuvrés qui se communiquaient leurs pensées [...] ». Babeuf était donc innocent, sans être un héros – et à peine un ami³⁸.

Les démocrates modérés se montrèrent plus critiques, admettant la culpabilité de Babeuf et lui reprochant de façon véhémence de les mettre tous en péril en menaçant la République. Flétrissant les prétendus conspirateurs, « ces dégoûtants anarchistes qui ont compromis la liberté », P.-F. Réal s'attaque particulièrement à Babeuf, « ce misérable qui s'avance vers l'immortalité ! Babeuf obtient un nom, une mémoire ! En vérité cela seul devrait dégoûter les brigands du crime »³⁹. Si le *Journal des patriotes de 89* et *L'ami des lois* reprochèrent aux conspirateurs d'avoir, peut-être par inadvertance, alimenté le sentiment monarchique en semant le désordre, l'ancien girondin Jean-Baptiste Louvet quant à lui qualifiait Babeuf de royaliste fieffé⁴⁰. Après tout, Babeuf avait été feudiste avant 1789 et il était resté, ajoutait Louvet, un « aristocrate enragé » un bon moment après la proclamation de la République. C'est son passé qui expliquait le culte voué par Babeuf à la constitution de 1793, qui ramènerait avec elle l'anarchie de la Terreur et conduirait ainsi les citoyens, dans leur quête désespérée de l'ordre, à restaurer le roi⁴¹.

Depuis le début, la préoccupation principale des démocrates concernait l'arrestation et la détention prolongée du député Jean-Baptiste Drouet, que personne n'imaginait faisant partie du complot⁴². En plus d'être ce héros de la Révolution qui, à Varennes, avait empêché la fuite du roi, Drouet était aussi un héros de guerre, ayant passé la plus grande partie de la Terreur et l'intégralité de la réaction thermidorienne en captivité en Autriche. Élu au Conseil des Cinq-Cents *in absentia*, il était rentré en France quelques mois plus tôt pour occuper son siège, et se distinguer comme l'un des plus francs radicaux de cette assemblée.

Les démocrates trouvaient invraisemblable l'appartenance de Drouet au groupe des conspirateurs présumés. « Je n'ai de ma vie parlé à

(38) *Journal des hommes libres* (23 prairial an IV) cité par Pierre SERNA, *op. cit.*, p. 321. Serna analyse finement la « défense » de Babeuf par Antonelle, p. 320-326.

(39) *Journal des patriotes de 89* (23 floréal, 8 prairial an IV).

(40) *L'ami des lois* (23 floréal an IV).

(41) *La Sentinelle* (26 floréal an IV).

(42) D'après Pierre Serna, Drouet était « l'authentique victime » de l'affaire (*Antonelle...*, *op. cit.*, p. 321).

Drouet, mais c'est à sa patriotique audace que les Français doivent l'arrestation du conspirateur couronné [...], mais sur sa tête je vois encore le chêne que lui donna la patrie reconnaissante, mais ses mains portent encore les honorables empreintes des fers de l'Autriche, et il me faut de grandes preuves à moi pour briser ces respectables instruments »⁴³.

Assurément le député serait innocenté : son rôle dans l'arrestation du roi était à l'origine de ses ennuis actuels, les royalistes ne reculant devant rien pour venger cet acte⁴⁴. Les démocrates partageaient cette conviction, aussi bien ceux qui méprisaient Babeuf et accusaient le gouvernement de l'utiliser pour abattre Drouet, que ceux qui défendaient Babeuf, ajoutant que la présence à ses côtés de Drouet démontrait la fragilité de l'affaire dans son ensemble⁴⁵. En somme, les charges retenues contre Drouet apparaissaient tellement invraisemblables que tous croyaient à leur abandon prochain⁴⁶. Mais ces charges ne furent pas sans suite et, à la fin, les démocrates traitèrent avec une ferveur grandissante une affaire qui cristallisait leurs doutes sur le Directoire. Pour le moment, toutefois, leurs craintes d'une résurgence des violences réactionnaires primaient.

Les démocrates redoutaient tous que le spectre d'une conspiration destinée à restaurer la constitution de 1793 ne ranimât la réaction, leur faisant perdre les gains acquis après l'insurrection de Vendémiaire, détruisant la paix civile qu'ils s'efforçaient de préserver, et renouvelant cette violence qui était un péril pour la vie de beaucoup. P.-F. Réal le dit explicitement, lorsqu'il s'en prend à la première mesure adoptée contre la conspiration, en rappelant la violence qui avait dévasté le Sud de la France en l'an III. Critiquant la loi du 21 floréal an IV, qui imposait à d'anciens députés, à des soldats démobilisés et à des fonctionnaires destitués de quitter la capitale, Réal dénonça les conséquences meurtrières de lois comparables qui avaient frappé les nobles durant la Terreur, et les fonctionnaires destitués après Thermidor. Durant la Réaction, « chassées de leurs asiles, des milliers de victimes se rendirent dans leurs communes respectives ; et vingt mille, plus de vingt mille, ont été noyées, sabrées, mitraillées »⁴⁷. J.-B. Louvet évoquait lui aussi « l'exécrable terrorisme des compagnons de Jésus », en s'inquiétant de ce que les royalistes s'appré-

(43) *Journal des patriotes de 89* (23 floréal an IV).

(44) *Journal des hommes libres* (23 floréal an IV) ; *L'ami du peuple* (25 floréal an IV) ; *Journal des patriotes de 89* (25 floréal an IV).

(45) Louvet lui-même, si intransigeant, décrivait Drouet sous les traits de « l'homme ignorant [qui] devient l'instrument crédule des fourbes qui savent le tromper », *La sentinelle* (26 floréal an IV).

(46) *L'ami des lois* (28 floréal an IV).

(47) *Journal des patriotes de 89* (26 floréal an IV).

taient à regagner les positions politiques qu'ils avaient perdues après l'insurrection de Vendémiaire⁴⁸.

La peur de la réaction se fit également sentir, plus discrètement, dans les comptes rendus de la conspiration parus dans les journaux du Sud de la France. Les rédacteurs du *Journal de Toulouse*, publication républicaine, ne prirent pas le risque de traiter directement des événements survenus à Paris ; ils firent allusion à « la fureur des partis » et aux « dangers qu'avaient courus le gouvernement et le corps législatif » d'une façon si peu claire que les citoyens ordinaires furent sans doute impatients de savoir ce dont il retournait⁴⁹. Lorsque le journal nomma la conspiration, ce fut pour souligner l'isolement politique et géographique des suspects et pour rappeler que les vrais opposants à la république étaient les royalistes⁵⁰. À Marseille, *L'Observateur du Midi* lui aussi ne fit que prudemment allusion à la conspiration, et principalement pour se plaindre que les royalistes et les réactionnaires se servaient de cette nouvelle, plutôt que pour exposer l'affaire dans le détail⁵¹.

À droite, les journaux réactionnaires et monarchistes publiaient leurs propres craintes. Satisfaits de l'arrestation de Babeuf et de ses proches complices, les rédacteurs n'estimaient pas pour autant que la nation était sauve. Même loin de Paris, la portée de la conspiration ne laissa pas de les inquiéter. M.-A. Pelzin, dans le *Journal de Lyon*, mettait ses lecteurs en garde : « Sans doute cette conspiration n'avait pas circonscrit ses attentats dans la seule ville de Paris. Sans doute des poignards avaient été distribués dans les départements », avertissements prodigués de façon comparable par *L'Anti-terroriste* de Toulouse et par *Le nécessaire* à Dijon⁵². Les journaux de la capitale firent rapidement chorus, multipliant les comptes rendus de troubles à Paris et les rumeurs sur l'étendue des ramifications de la conspiration : Babeuf avait des alliés à Amiens, à Metz, Lyon et Aix ; les jacobins de province attendaient « des instructions d'un fameux terroriste qu'ils avaient peut-être envoyé à Paris [...] pour suivre les plans de Babeuf, et pour leur donner le signal du dénouement de la conspiration »⁵³.

(48) *La sentinelle* (26 floréal an IV). Voir également : *Journal des hommes libres* (23, 24 floréal an IV) ; *L'ami du peuple* (26 floréal an IV) ; *L'ami des lois* (23, 24 floréal an IV).

(49) *Journal de Toulouse* (26, 29 floréal an IV).

(50) *Journal de Toulouse* (4 prairial an IV).

(51) *L'Observateur du Midi* (6, 10 prairial an IV).

(52) *Journal de Lyon* (29 floréal, 6 prairial an IV) ; *L'anti-terroriste* (29 floréal an IV) ; *Le nécessaire* (5 prairial an IV) ; *Journal politique et littéraire de Rouen* (13, 14 prairial an IV).

(53) *Messenger du soir* (8 prairial IV) ; *Courrier républicain* (2 prairial an IV). Voir aussi *Messenger du soir* (14 prairial an IV) ; *Censeur des journaux* (11 prairial an IV).

Les alarmes des réactionnaires et des monarchistes étaient tout aussi compréhensibles que celles des démocrates. Tandis que le Directoire publiait les textes les plus incendiaires de Babeuf, les rédacteurs revinrent avec amertume sur le passé récent. Robespierre, après tout, n'était pas mort depuis deux ans. Et là où les démocrates pouvaient voir dans la réaction thermidorienne la déroute consommée des jacobins, les réactionnaires et les monarchistes s'en souvenaient comme d'une période de profonde incertitude politique, terminée par une insurrection populaire, le décret des deux tiers et une amnistie qui réhabilita des noyaux de « terroristes ». Le caractère douloureux de ce passé et l'incertitude afférente furent ranimés par la nouvelle qu'une conspiration se proposait de rétablir la constitution de 1793.

La dénonciation par les Directeurs de la Conspiration des Égaux mit rapidement un terme à toute forme de dialogue entre droite et gauche. Plus jamais *Le Messenger du soir* ni le *Censeur des journaux* ne devaient échanger d'arguments avec le *Journal des patriotes* de 89. De manière plus provocante, les réactionnaires et les monarchistes tournèrent en ridicule les démocrates parce qu'ils taxaient Babeuf de royalisme, défendaient Drouet et, même, parce qu'ils craignaient la réaction. Le Parisien Isidore Langlois et le Marseillais Ferréol de Beugeard, par exemple, doutaient que Louvet ou ses alliés crussent au royalisme de Babeuf ; ils arguèrent que les démocrates avaient forgé cette accusation uniquement parce qu'ils « n'osaient nier ouvertement la conspiration de Babeuf »⁵⁴. Et si Babeuf était royaliste, ajoutait ironiquement *L'Éclair*, les démocrates ne devraient pas craindre la réaction, car pourquoi la « juste sévérité » déployée contre les anciens devrait-elle s'abattre sur les nouveaux⁵⁵ ?

La défense de Drouet par les démocrates fut également tournée en dérision. La crédibilité du député fut sévèrement entamée par son passé jacobin. La réponse de Drouet fut peu convaincante, dans la mesure où d'autres suspects contredisaient ses déclarations aux enquêteurs, et parce que, malgré l'absence de preuve d'une correspondance entre lui et Babeuf, les notes privées de ce dernier suggéraient une accointance antérieure⁵⁶. En définitive, la critique que fit Drouet de la constitution de 1795 révéla ses sentiments véritables. Les vrais patriotes demeurèrent fidèles à la constitution en vigueur et le défendirent : « Drouet [demandait le rédacteur du *Journal politique et littéraire de Rouen*] peut-il être compris dans

(54) *Messenger du soir* (17 prairial an IV) ; *Journal de Marseille* (19 prairial an IV).

(55) « Extrait du journal *L'Éclair* », *L'anti-terroriste* (6 prairial an IV).

(56) *Messenger du soir* (1 prairial an IV) ; *L'anti-terroriste* (6 prairial an IV).

cette classe la plus nombreuse, la seule estimable ? ». Le reste de l'article faisait clairement apparaître que non⁵⁷.

Le commentaire rouennais pointe le cœur du débat, la presse de droite étant rapidement passée avec les démocrates de la discussion des preuves à une joute dont l'enjeu est l'étiquette de patriote. Déniant aux démocrates la pluralité comme la sincérité, Dupont de Nemours, autrefois plus nuancé, mit en cause la loyauté de quiconque interrogeait l'affaire : « On se demande, croyez-vous à la conspiration ? À peu près comme on aurait dit autrefois, croyez-vous à la magie ? Mais cette question même, ces doutes affectés [...] sont des signes auxquels on peut reconnaître les partis opposés au gouvernement »⁵⁸. Plus au sud, le *Journal de Lyon*, de M.-A. Pelzin, ajouta que ceux qui prétendaient redouter la réaction étaient partie-prenante de la conspiration ; à la manière des sceptiques, ils savaient le Directoire par le doute, à défaut de pouvoir le renverser par la violence⁵⁹.

Tandis que la peur et l'opposition croissaient aux deux extrémités du champ politique, il incombait au Directoire d'apaiser ces passions grandissantes qui menaçaient une fois encore la république. Mais les directeurs devaient affronter leurs propres démons : une guerre européenne apparemment interminable qui grevait le trésor, une inflation rampante qui menaçait d'établir une barrière infranchissable entre des citoyens riches et des citoyens pauvres, et enfin la menace, en permanence, d'une insurrection populaire. Ils devaient encore subir des déconvenues judiciaires. Dans les jours suivant les arrestations de floréal, le ministère public échoua dans deux procès destinés à manifester la répudiation de l'extrémisme politique par le Directoire : là où un jury disculpait des hommes accusés d'avoir conduit les massacres de septembre, un autre acquittait le journaliste Richer-Sérisy, accusé d'avoir fomenté l'insurrection de Vendémiaire. Or « l'horrible conspiration » paraissait permettre davantage qu'une simple rédemption du régime : elle aurait pu lui permettre de disqualifier ses critiques les plus radicaux et de consolider un centre conservateur qui aurait réuni républicains modérés et monarchistes constitutionnels⁶⁰.

(57) *Journal politique et littéraire de Rouen* (6 prairial an IV).

(58) *L'historien* (17 prairial an IV).

(59) *Journal de Lyon* (23 prairial an IV).

(60) Claude MAZAURIC, « Carnot et les Babouvistes », J.-P. Charnay (éd.), *Lazare Carnot ou Le Savant-Citoyen*, Paris, Presses de l'université de Paris, 1990, p. 99.

Indéniablement, le complot suscitait des craintes légitimes. Les documents de Babeuf contenaient des listes avec les noms de plusieurs centaines d'alliés potentiels, dont la responsabilité restait à apprécier. Babeuf lui-même, le jour suivant son arrestation, adressa au Directoire une lettre dans laquelle il proposait de négocier avec le gouvernement, « de puissance à puissance », affirmait l'existence de la conspiration et disait n'être qu'un maillon de la chaîne des opposants qui enserrait la France⁶¹. Néanmoins, en exagérant la portée de la menace pour asseoir leur réputation de gardiens de l'ordre, les Directeurs avaient présumé de la situation effective du régime.

Le Directoire entretint les craintes au sein de la droite en publiant ses preuves les plus provocantes : un morceau de papier qui commençait par l'injonction « tuer les cinq [Directeurs] », et un « Acte d'insurrection », qui prenait l'engagement de restaurer la constitution de 1793, de tuer les fonctionnaires qui résisteraient, et de procéder, dans les plus brefs délais, à la distribution de « tous les biens des émigrés, des conspirateurs et de tous les ennemis du peuple [...] aux défenseurs de la patrie et aux malheureux »⁶². Dans le même temps, les déclarations des Directeurs, qui prétendaient maîtriser la situation, étaient mises en doute par les histoires parues dans le très officiel *Rédacteur*, qui rappelaient le grand nombre de suspects toujours en liberté⁶³.

À travers toute la France, les citoyens réagirent aux peurs suscitées par le Directoire, en envoyant à Paris des dénonciations de terroristes et de partisans de la constitution de 1793⁶⁴. Les autorités de la Marne déclarèrent que toute personne suspectée de soutenir la constitution de 1793 se verrait interdire l'entrée dans la garde nationale, disposition assortie d'une surveillance vigilante exercée par les autorités municipales et les « bons citoyens ». Les autorités départementales de l'Hérault décrivirent les tentatives qui y étaient faites pour propager le mécontentement, tentatives qui « justifient l'opinion où nous sommes que nul complot ne se trame à Paris qui n'ait des ramifications dans les départements ». Au Conseil

(61) *Extrait du procès verbal des séances du Conseil des Anciens, du 29 floréal IV*, Paris, Imprimerie nationale, an IV.

(62) L'« Acte d'insurrection » fut réimprimé par Filippo BUONARROTI, *La conspiration pour l'égalité*, op. cit., II, p.164-170. Les textes aux mains des directeurs furent publiés dans *Le Rédacteur*, *Courrier républicain*, *L'ami du peuple* et d'autres quotidiens.

(63) *Le Rédacteur* (5, 8, 20 prairial an IV).

(64) AN, F7 4276, Pincra à Lille aux Directeurs (22 floréal an IV) ; députation de Mozelle à Cochon (26 floréal an IV) ; lettre de Monfort (26 floréal an IV) ; AN, F7 7145, Maugerets, près l'administration départementale de la Gironde, à Cochon (29 floréal an IV).

des Cinq-Cents même, le député Fayolle dénonça son collègue Merlinot comme suspect de conspiration⁶⁵.

Cette atmosphère politique influença en outre les démocrates, persuadés de plus en plus qu'ils s'apprêtaient à subir une nouvelle réaction. Carnot fit le serment qu'il n'y aurait pas de réaction, comme il jura que les noms trouvés dans les papiers de Babeuf ne formeraient pas de nouvelles « listes de proscription ». Mais la police utilisant ces papiers pour justifier l'arrestation à travers toute la France de centaines de démocrates, les promesses de Carnot parurent vaines⁶⁶.

Pendant ce temps, le Directoire et son journal officiel, *Le Rédacteur*, attaquèrent ensemble les défenses explicites de Babeuf développées par les démocrates de gauche et les craintes d'une réaction des démocrates modérés⁶⁷. La police s'en prit aux sceptiques les plus déclarés, émettant des mandats d'arrestation contre René Lebois, P.-A. Antonelle et René Vatar, ainsi que l'imprimeur du *Journal des hommes libres*⁶⁸. Et *Le Rédacteur* condamna toute critique :

« Depuis que la conspiration qui menaçait la République a été dévoilée par le gouvernement, on remarque quelques journaux, dont les auteurs ne sont pas étrangers aux soupçons que la connaissance de ces complots doit faire naître, qui affectent une incrédulité dans leurs récits [...] qui seraient tout-à-fait ridicules, s'ils n'étaient en même temps bien coupables »⁶⁹.

Plutôt que de faire cause commune avec Réal, Méhée et Louvet contre Babeuf, comme il l'aurait pu, l'officiel *Rédacteur* leur reprocha de défendre Drouet.

Cette persécution persistante et grandissante révolta les démocrates. Méhée se défendit avec élégance :

« J'entends parler de toutes les manières de la vaste conspiration dont le Directoire nous a sauvés [...] *Le Rédacteur* nous annonce que ceux qui feignent d'en douter ne sont pas étrangers à la conspiration. Cette phrase

(65) AN, C396, Arrêté du département de la Marne (28 floréal an IV) ; *Ibid.*, F7 7145, Les administrateurs du département de l'Hérault au ministre de la Police générale (30 floréal an IV) ; Fayolle [...] au ministre de la Police générale, Paris, Dupont, an IV.

(66) « Le Directoire exécutif aux Français », *Le Rédacteur* (3 prairial an IV) ; Jean- René SURATTEAU, *op. cit.*

(67) *Le Rédacteur* (1, 3 prairial an IV).

(68) Max FAJN, *op. cit.*, p. 65-66 ; Pierre SERNA, *op. cit.*, p. 320-322 ; R.B. ROSE, *op. cit.*, p. 274.

(69) *Le Rédacteur* (26 floréal an IV).

annonce à la fois qu'il y a du danger à différer d'avis avec *Le Rédacteur*, et par conséquent peu de mérite à en être [...] »⁷⁰.

Quelques jours plus tard, il fustigea le Directoire lui-même qui demandait un loyal silence. La loi, rappelait Méhée à ses lecteurs, garantissait la liberté de critiquer, « et je m'honorerais de dénoncer [l]es erreurs, et même [l]es crimes [du Directoire], comme je m'honore d'avoir dans le temps dénoncé Robespierre au corps électoral, au moment où commençait son exécration tyrannie »⁷¹. En réponse, *Le Rédacteur* ne fit que hausser le ton en accusant les sceptiques d'être des traîtres : « On les voit [...] publier, contre toutes les parties du gouvernement, des diatribes qui surpassent tout ce que les écrivains les plus effrénés du royalisme se soient jamais permis en ce genre »⁷².

Six semaines après les premières arrestations de suspects, le Directoire semblait avoir trouvé un terrain d'entente avec les rédacteurs réactionnaires et monarchistes, considérant leurs journaux comme les organes des vrais patriotes, prêts à défendre la constitution de 1795. Les Directeurs, cependant, se révélèrent incapables d'analyser les nuances critiques de l'opinion aussi bien chez les réactionnaires et les monarchistes à droite que chez les démocrates radicaux et modérés à gauche. En effet, si des hommes comme Dupont de Nemours de *L'historien* ou Ferréol de Beaugeard, qui éditait le *Journal de Marseille*, offraient tous les signes d'un dévouement sincère au régime en place, d'autres émettaient de sérieux doutes. Plusieurs insinuaient que le Directoire était impuissant à contenir les menaces qu'il affrontait ou, pire, qu'il en était à l'origine. *Le Censeur des journaux* avertit que « la force secrète de cette faction est qu'elle est partout et ne peut être saisie nulle part », pour ajouter ensuite, comme le *Messenger du soir*, que le Directoire ne pouvait défaire cet ennemi parce que la police et l'administration elles-mêmes étaient infestées de jacobins⁷³. M.-A. Pelzin formula des accusations comparables à Lyon, avec la description d'un remaniement politiquement connoté des fonctionnaires locaux qui alimentait le complot et garantissait ses conséquences à long terme⁷⁴.

(70) *Journal des patriotes* de 89 (1 prairial an IV).

(71) *Ibid.*, (6 prairial an IV).

(72) *Le Rédacteur* (26 prairial an IV).

(73) *Censeur des journaux* (23 floréal, 8 prairial an IV) ; *Messenger du soir* (23 floréal an IV).

(74) *Journal de Lyon* (3, 14 prairial, 7, 13 messidor an IV).

Le flagrant délit et la fermeture des rangs

La soumission du cas de J.-B. Drouet au Corps législatif, à l'été 1796 cristallisa la colère des démocrates. À partir du moment où le Conseil des Cinq-Cents commença à débattre de l'inviolabilité du député, la presse se désintéressa totalement des autres aspects de l'affaire.

Le jour de l'arrestation de Drouet, le Directoire déclara que la police avait appréhendé celui-ci en flagrant délit de conspiration. Les démocrates en exigeaient maintenant une preuve, qui seule pourrait justifier l'emprisonnement et la mise en jugement d'un député en fonction. Drouet prétendait quant à lui avoir été arrêté au moment où il rencontrait des alliés politiques pour discuter d'une lettre officielle qu'il rédigeait. Le rapport de police, soulignaient ses défenseurs, confirmait sa déclaration, puisqu'il ne faisait état, parmi les documents saisis, que de la lettre de Drouet et de documents d'ordre commercial appartenant à l'hôte de la réunion. « Il n'y avait donc aux yeux du commissaire et de ses assistants, ni actions, ni paroles, ni écrits qui annonçassent extérieurement, matériellement et de leur nature, aucune espèce de conspiration, il n'y avait donc pas de flagrant délit »⁷⁵. Si Drouet n'avait pas été arrêté en flagrant délit de conspiration, le Directoire avait porté atteinte à son inviolabilité et, ce faisant, violé la constitution. Si le Corps législatif redoublait cet acte en autorisant la tenue d'un procès, il violerait à son tour la constitution. « Si la constitution est violée par ses principaux gardiens, tout est perdu ; car, de quel front punirez-vous un homme qui aura conspiré contre la constitution, si vous en êtes les premiers violateurs ? » La Terreur n'avait-elle pas pour origine des violations de ce type⁷⁶ ?

A.-C. Thibaudeau, régicide, réactionnaire convaincu et collègue de Drouet au Conseil des Cinq-Cents, se fit l'avocat du gouvernement en pressant le Corps législatif de prononcer la mise en jugement officielle. Thibaudeau, comme tous les adversaires de Drouet, ne perdit pas son souffle à revenir sur le flagrant délit, considérant que les preuves étaient irréfutables. La volumineuse correspondance de Babeuf faisait plusieurs fois mention de Drouet. Les deux hommes avouaient s'être rencontrés ; Drouet ne pouvait pas ignorer la signification de ces réunions, puisque Babeuf publiait ses conceptions politiques dans le *Tribun du peuple*. À quoi

(75) François LAMARQUE, *Discours [...] sur la question de savoir : S'il y a lieu à examen de la conduite du représentant Drouet*, Paris, R. Vatar, an IV, p. 14.

(76) *Journal des patriotes* de 89 (11 prairial an IV) ; *Journal des hommes libres* (23 thermidor an IV).

s'ajoutait le témoignage de l'informateur Grisel, qui citait Drouet dans sa première dénonciation, et persista devant le grand jury. Enfin, estimait Thibaudeau, les opinions politiques de Drouet n'étaient un secret pour personne.

« On voit dans la défense même de Drouet les regrets les plus vifs pour cette constitution de 1793, la critique la plus amère de celle de 1795 ; et cette opinion, très libre sans doute lorsque sa manifestation ne trouble pas l'ordre public, s'accorde parfaitement avec le but principal de la conjuration »⁷⁷.

François Lamarque répondit en avançant des arguments que les rédacteurs sympathisants allaient reprendre et perfectionner plusieurs jours durant dans la presse. Lamarque réfuta une par une les assertions de Thibaudeau. Si la correspondance de Babeuf faisait état de plusieurs rencontres avec Drouet, elle ne disait rien quant à leur objet ; certaines notes donnaient même à entendre que Drouet devait être tenu à l'écart des discussions relatives à l'insurrection. Un citoyen devait-il être condamné pour les crimes commis par des individus avec qui il s'était lié en toute innocence ? Le témoignage de Grisel n'était pas plus concluant. Ses allusions à Drouet dans sa déclaration à Carnot restaient vagues et sujettes à caution, laissant planer un doute quant à savoir si Drouet était activement impliqué ou simplement regardé par les suspects comme une recrue potentielle. De surcroît, le témoignage de Grisel face au grand jury n'était corroboré par aucune preuve matérielle. Le Corps législatif ne pouvait en aucun cas se prononcer sur une affaire de cette importance sur la parole d'un seul homme. « Il ne reste plus que la calomnie toute nue, pour appuyer la demande de la mise en jugement, ou du lieu à examen. Je suis donc convaincu aussi fortement que je pus l'être jamais, que le conseil au lieu de prononcer contre notre collègue Drouet, cherchera par une résolution éclatante et solennelle, à le soulager des maux et des persécutions dont il a été accablé jusqu'à ce moment »⁷⁸.

Aucun des arguments de Lamarque, ni ceux des autres défenseurs de Drouet, ne parvinrent à influencer le Corps législatif. Le Conseil des Cinq-Cents permit que le cas passât devant le Conseil des Anciens, lequel se prononça pour un procès et procéda à la formation de la haute cour seule habilitée à juger un représentant du peuple. Insultée, mais non

(77) A.-C. THIBAudeau, *Discours [...] sur la question de savoir : s'il y a lieu à examen de la conduite du représentant Drouet...*, Paris, Maret, an IV, p. 21.

(78) François LAMARQUE, *Discours, op. cit.*

défaite, la presse démocrate continua à défendre Drouet en imprimant des discours, des lettres et des satires. Méhée alla même jusqu'à se proposer de défendre Drouet, dans la crainte que des hommes plus qualifiés, devant la menace des violences royalistes, hésitassent à offrir leurs services⁷⁹.

Défendant Drouet avec énergie mais avec un sentiment croissant de frustration, les journalistes démocrates qui avaient conservé une relative hétérodoxie dans les regards portés sur Babeuf au moment de son arrestation se rapprochèrent dans leur rupture haineuse avec le Directoire. Faisant cause commune avec Antonelle, Vatar et Lebois pour la défense de Drouet, Méhée et Réal nuancèrent leur opinion sur Babeuf ; négligeant désormais sa culpabilité pour le disqualifier en le décrivant comme « un cerveau brûlé » dépourvu des moyens nécessaires pour entreprendre une insurrection⁸⁰. Louvet lui-même qui, parce que Drouet était traduit devant le corps législatif avait cessé de parler de Babeuf, sembla se rapprocher des autres.

Cette reformation des rangs chez les démocrates confirma les peurs des réactionnaires et des monarchistes. Plutôt que de l'interpréter comme une conséquence de la crise qu'ils avaient traversée, la droite crut que les démocrates exprimaient des sentiments qu'ils n'avaient fait que prétendre abandonner après la Terreur. En un mot, les jacobins n'avaient pas été vaincus : ils attendaient juste le moment propice pour restaurer la Terreur. Dans cette optique, le revirement de Méhée et de Réal devait paraître particulièrement troublant, puisque de la défense du Directoire et de la dénonciation de Babeuf ils en étaient venus à négliger Babeuf pour attaquer sans ménagement le Directoire. Encore ce voyage politique n'était-il pas achevé : l'hiver suivant, Réal devait se présenter devant la haute cour comme le défenseur de Drouet, critiquant amèrement la procédure en cours et le régime avec elle. D'autres suivirent : au printemps de l'année 1797, *L'ami des lois*, soutien loyal du Directoire à l'époque des arrestations, reprocha ouvertement à la police d'avoir provoqué la conspiration. Rigomer Bazin, qui avait d'abord raillé les « lubies de Babeuf », le proclama « martyr de la liberté » après son exécution⁸¹.

(79) *L'ami du peuple* (21 messidor an IV) ; *L'ami des lois* (26 messidor an IV) ; *Journal des patriotes de 89* (26 messidor, 10 thermidor an IV) ; *Journal des hommes libres* (29 messidor an IV).

(80) *Journal des patriotes de 89* (20 messidor an IV).

(81) *L'ami des lois* (23, 24 floréal, 26 messidor an IV ; 8 floréal an V) ; Christine PEYRARD, « Rigomer Bazin et Agricol Moureau : deux chefs d'opinion du "parti républicain" sous le Directoire », Philippe Bourdin et Bernard Gainot (éds), *La République directoriale...*, op. cit. *Le journal du département de la Marne* manifesta pareille transformation : Georges CLAUSE, « Un journal républicain », art. cit., p. 294-297.

Alors que les démocrates avaient les yeux fixés sur le procès, la nouvelle se transmit que Drouet s'était évadé et avait disparu. Si Drouet put s'enfuir, c'est tout simplement que son cas était devenu trop embarrassant pour le Directoire. Le Directoire, qui avait arrêté les conspirateurs dénoncés par Grisel, s'imaginait que l'affaire ainsi traitée rencontrerait une large approbation : c'était sans compter l'obstacle opposé par la réputation de l'homme qui avait arrêté le roi à Varennes. En dépit de preuves irréfutables, en dépit de la dénonciation de Grisel, en dépit surtout de ce que les deux chambres du Corps législatif, à une large majorité, avaient approuvé la tenue du procès, les charges retenues contre Drouet continuaient d'exciter la rage des démocrates. Peut-être les directeurs espéraient-ils, en laissant Drouet s'évader, ramener l'attention sur Babeuf, moins crédible, et remporter ainsi la gloire qu'ils escomptaient de sa mise en accusation⁸².

L'évasion cependant survint trop tard. Redoutant que les poursuites à l'encontre de Drouet et le harcèlement des autres démocrates annoncent une nouvelle réaction, persuadés que les Directeurs avaient violé la constitution, les démocrates étaient déterminés à suivre le procès de Babeuf avec attention. Ce procès, qui comptait au total soixante-trois autres prévenus, s'étendit sur les trois mois de l'hiver 1796 et du printemps 1797 et fut une bataille acharnée entre les directeurs et leurs opposants démocrates. Au cours de procédures plus longues et plus radicalement couvertes que celles de n'importe quel autre procès intenté durant la Révolution française, chaque camp accusa l'autre de trahir les promesses de la Révolution en présentant ses membres comme les hérauts de la seule véritable République.

Les réactionnaires et les monarchistes en profitèrent pour préparer les élections législatives du printemps en rappelant aux électeurs la menace jacobine révélée par le Directoire lui-même⁸³. Après que les électeurs eurent renvoyé seulement onze des 216 candidats à la réélection et réservé leurs faveurs à 180 royalistes déclarés, les Directeurs se trouvèrent fort dépourvus. Ne trouvant pas à droite la bonne volonté nécessaire pour négocier avec les royalistes ou les réactionnaires, ils étaient privés à gauche de la confiance indispensable pour mettre sur pied une contre-offensive en vue des élections suivantes. D'où le coup de Fructidor.

(82) Carnot prévint ces difficultés et essaya d'éviter l'arrestation de Drouet. Claude MAZAURIC, « Carnot et les babouvistes », *op. cit.*

(83) *L'Anti-terroriste* (8, 12 ventôse an V), *Journal de Marseille* (19 ventôse an V), *Messager du soir* (19 ventôse an V), *L'historien* (25 ventôse an V), *Censeur des journaux* (1, 6 germinal an V), *Courrier républicain* (2, 6 germinal an V).

Les conséquences de l'affaire des Égaux

Le coup de Fructidor, en écartant du Directoire et des conseils, des tribunaux et des administrations royalistes et réactionnaires, semble marquer la revanche et la résurrection des démocrates, que signale encore l'interdiction de quarante-deux quotidiens situés à la droite de l'échiquier politique, le renouvellement des lois visant les émigrés et les prêtres réfractaires, l'affirmation renouvelée de la liberté d'association. « Dix-huit fructidor ! Jour de délivrance ! » exultait P.-A. Antonelle, pour une fois d'accord avec le très officiel *Rédacteur*⁸⁴.

Les démocrates s'organisèrent dans une atmosphère de confiance renouvelée et en fonction d'un objectif clair. Le procès des Égaux, au cours de l'hiver et du printemps 1797, devint le « point de ralliement de la conscience jacobine », achevant ainsi le processus d'apparition d'un front populaire initié par les arrestations de floréal⁸⁵. P.-A. Antonelle en définissait le programme dans son journal-affiche *Le démocrate constitutionnel*, pressant les démocrates de se rallier à la constitution de l'an III et « de conquérir leur légitimité par le jeu des élections, participant à la régénération des institutions politiques grâce à l'édification d'une opposition constructive »⁸⁶. Et c'est bien ce qu'ils firent : un grand nombre devint membres de cercles constitutionnels destinés à forger une conscience politique et à réformer le Directoire⁸⁷. Ils s'organisèrent également pour les élections de 1798, remportant un nombre significatif de victoires. L'année suivante, et bien que les républicains conservateurs eussent remporté la majorité, les démocrates s'allièrent à eux, de façon momentanée, pour obtenir le retrait des directeurs réactionnaires. Ce dernier épisode illustre et la possibilité d'une politique partisane et le phénomène de l'alternance républicaine⁸⁸.

Nombre de ceux qui avaient été accusés en tant qu'Égaux virent leur sort s'améliorer. Le Conseil des Cinq-Cents apporta son soutien aux démocrates déclarés innocents, en leur votant une indemnité pour le travail, l'épargne, les demeures et les biens qu'ils avaient perdus durant leur détention dans les prisons de la haute cour⁸⁹. Une intervention ministé-

(84) Cité par Jean DAUTRY, « Les démocrates parisiens avant et après le coup d'État du 18 Fructidor an V », *AHRF*, 22, 1950, p. 145.

(85) Isser WOLOCH, *op. cit.*, p. 56.

(86) Pierre SERNA, *op. cit.*, p. 349.

(87) Isser WOLOCH, *op. cit.*, p. 86-100, p. 114-148

(88) Bernard GAINOT, *1799, un nouveau Jacobinisme ?*, Paris, CTHS, 2001.

(89) Jean-René SURATTEAU, *op. cit.*, p. 163.

rielle valut la liberté au journaliste Pierre-Nicolas Hésine, l'un des plus ardents défenseurs des Égaux à Vendôme, et qui avait été poursuivi pour son implication dans l'affaire⁹⁰.

Le résultat, toutefois, du coup de Fructidor, est beaucoup plus ambigu que ne le laisse à penser ce tableau riant. Le second Directoire, d'abord inspiré par un républicanisme radical, ne tarda pas à révéler des ambitions de type oligarchique. Après l'attaque menée le 19 fructidor contre la presse royaliste, il s'en prit à la presse de toutes les tendances, instaurant un timbre fiscal et une législation contraignante qui finirent, lentement mais sûrement, par étrangler l'ensemble des journaux. En seulement un an, la police procéda à la fermeture de deux périodiques néo-jacobins, tandis que les Directeurs créaient un bureau spécial pour placer « leurs » articles dans les journaux restés indépendants⁹¹. Les nouveaux cercles constitutionnels ne furent pas non plus épargnés : la police et les administrateurs locaux, pour justifier leur harcèlement et en obtenir la fermeture, arguaient de l'emprise sur ces cercles d'« anarchistes incorrigibles » et d'anciens terroristes. Trente-cinq furent ainsi fermés en moins d'un an et ceux qui leur survécurent perdirent le droit de pétitionner⁹². Et pour finir, au printemps de l'an VI, les directeurs répondirent aux victoires électorales remportées par les démocrates en réduisant à néant les appointements de trente-trois députés et en nommant, à travers l'ensemble du pays, de nouveaux responsables administratifs⁹³.

La panique entretenue par le Directoire et la presse de droite au cours de l'affaire et du procès des Égaux compliqua l'opposition des démocrates. Plutôt que de dissiper la peur des jacobins héritée de la réaction thermidorienne, le Directoire contribua à l'amplifier, désignant les démocrates comme des « jacobins », des « babouvistes » ou des « anarchistes » qui ambitionnaient de prendre le pouvoir et de détruire la République. Ces appellations fournirent un prétexte pour attaquer les démocrates et, *in fine*, la République en tant que telle ; Benjamin Constant dénonça l'organisation des démocrates en l'an VI comme une forme ressuscitée du babouvisme ; le Directoire recourut au même reproche pour intimider la section de l'Oratoire en l'an VI et des critiques du même ordre furent

(90) M. R. BOUIS, « Le patriote Pierre-Nicolas Hésine : ses luttes ardentes en Loir-et-Cher », 3^e partie, *Bulletin de la société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois*, 1971, p. 65.

(91) Hugh GOUGH, *op. cit.*, p. 141-144, Jeremy POPKIN, « Les Journaux républicains, 1795-1799 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XXXI, 1984, p. 150 ; Éric WAUTERS, *op. cit.*, p. 232-235.

(92) Isser WOLOCH, *op. cit.*, p. 90-91, 123-124, 131-136, 233-234.

(93) Albert MEYNIER, *Les coups d'État du Directoire*, Paris, PUF, 1927-1928, II, p. 87-94.

proférées à l'encontre de la société du Manège l'année suivante⁹⁴. Le phénomène atteignit son apogée avec Bonaparte. Avec son frère Lucien, il légittima sa prise du pouvoir en déclarant, comme l'avait fait le Directoire en floréal an IV, que la République était menacée par des jacobins qui espéraient faire revivre la Terreur, menace qui exigeait, pour la survie du régime, des mesures extraordinaires. L'année suivante, Napoléon exploita à nouveau les mêmes peurs, après l'attaque de la rue de Saint-Nicaise, pour justifier l'arrestation et la déportation de plus d'une centaine de militants⁹⁵.

Que le passé d'Égaux ne fût pas universellement accepté, il suffit pour s'en convaincre de citer la proposition de Merlin de Thionville qui à la veille du coup de Fructidor suggérait, aux côtés des royalistes vaincus, de déporter trois d'entre eux⁹⁶. Ni le second Directoire ni le Consulat ne devaient revenir sur la moindre de leurs convictions au sujet des personnes compromises avec Babeuf et Darthé. Les pétitions de Philippe Buonarroti, de Charles Germain et de cinq autres ne leur valurent qu'un accroissement de ration et, après des années passées dans le glacial Fort national, un bref séjour sur l'île d'Oléron, plus tempérée, précédant leur expulsion de France⁹⁷. Les personnes innocentées furent elles aussi frappées pour leur ancienne implication dans la conspiration de Babeuf : sur les 130 déportés après l'attaque de la rue Saint-Nicaise, plus d'une douzaine avaient été jugés en tant qu'Égaux ou identifiés comme favorables au mouvement. C'est pour cette raison que René Vatar et René Lebois moururent à Cayenne⁹⁸.

Indubitablement, l'affaire des Égaux est à l'origine d'un héritage complexe. Il est vrai, surtout, que le coût en fut particulièrement élevé. L'affaire galvanisa sans doute le néo-jacobinisme mais, ce faisant, elle priva les démocrates de la souplesse et de la diversité qui avaient été leur force au moment de l'instauration du Directoire. Pire encore, en se servant de l'affaire pour confondre les démocrates avec des jacobins non repentis, le Directoire reprit à son compte le manichéisme politique de la Terreur et

(94) *Ibid.*, II, p. 33-35 ; Isser WOŁOCH, *op. cit.*, p. 155-156 ; Pierre SERNA, *op. cit.*, p. 361-362 ; Bernard GAINOT, 1799, *Un nouveau Jacobinisme ?... op. cit.*, p. 237-238.

(95) Isser WOŁOCH, *Napoleon and his Collaborators : the Making of a Dictatorship*, New York, Norton, 2001, p. 22-23, 66-80.

(96) Albert MEYNIER, *op. cit.*, I, p. 177.

(97) AN, BB3/21, Germain au Directoire exécutif, 10 vendémiaire an VI ; *Pétition des soussignés condamnés à la déportation par la Haute-Cour*, Perpignan, Lamberté, an VII ; Elizabeth EISENSTEIN, *The First Professional Revolutionist : Filippo Michele Buonarroti*, Cambridge, Harvard University Press, 1959, p. 31.

(98) Robert LEGRAND, *Babeuf et ses compagnons de route*, Paris, Société des Études Robespierriennes, 1981, p. 256-257.

de la Réaction, auquel il était censé mettre un terme. Les « distinctions » tracées dans cette optique devaient fournir une excuse toute trouvée pour justifier les violations de la constitution avant et après Fructidor. Les Directeurs, les juges et la police proclamaient à répétition que la France était à ce point écartelée entre la droite et la gauche que n'importe quelle action destinée à lutter contre l'extrémisme s'en trouvait légitimée. Napoléon et ses alliés n'eurent qu'à promettre de remporter la guerre toujours recommencée contre l'extrémisme, en imposant cette fois un gouvernement qui régnerait au-dessus des partis.

Le plus grand bénéficiaire de l'affaire fut, en définitive, Babeuf lui-même. Pour l'avoir confondu avec le héros Drouet et profité de son arrestation pour vider le pays des militants démocrates, le Directoire provoqua le ralliement à sa cause des journalistes qui avaient d'abord traité Babeuf avec froideur, voire avec antipathie. Pour étayer leur défense, les démocrates amputèrent les aspects les plus controversés et les plus polémiques de la pensée de Babeuf, de manière à le replacer sur le devant de la scène. Au jour de son exécution, Babeuf n'était plus un radical désireux de recommencer la Révolution mais un humaniste visionnaire, défenseur qui plus est de la légalité. Cette image permit aux militants de survivre mais elle servit surtout l'héritage de Babeuf : l'affaire fut ainsi à l'origine du culte voué à la mémoire de Babeuf par les démocrates qui surent tenir compte de la manière dont Filippo Buonarroti, qui prétendait révéler l'ensemble des événements antérieurs à floréal, rendit à lui-même le radicalisme de Babeuf.

Laura MASON

University of Georgia
Athens, GA 30602, USA
lmason@uga.edu